



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 7 (2025)

### Faits saillants

- ❖ Malaisie : rebond des exportations françaises de 15 % en 2024.
- ❖ Singapour : +4,4 % de croissance en 2024.
- ❖ Vietnam : 2,1 M de visiteurs internationaux en janvier, record historique sur un seul mois.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**6,9 Md USD**

Montant cumulé des 414  
projets d'investissements  
approuvés au Cambodge  
en 2024 (+54%)

### Région


#### Les économies émergentes de l'ASEAN vulnérables face à la réciprocité des tarifs douaniers américains promue par Trump

L'Inde, qui applique 9,5 % de droit de douane en moyenne sur les exportations américaines à destination du sous-continent contre 3 % sur les exportations de l'Inde vers les États-Unis ; la Thaïlande (6,2 % contre 0,9 %) et la Chine (7,1 % contre 2,9 %), sont susceptibles de voir l'administration Trump mettre en place des droits de douanes identiques sur leurs exportations vers les États-Unis. Par secteur, ces économies émergentes imposent des tarifs plus élevés sur les produits agricoles et le secteur des transports. L'Inde et la Thaïlande intensifient d'ores et déjà leurs négociations avec les États-Unis, l'Inde envisageant une réduction des tarifs sur plus de 30 produits et la Thaïlande cherchant à augmenter ses importations de produits américains, notamment de l'éthane et des produits agricoles, dans l'espoir de parvenir à un accord. À l'inverse, les économies asiatiques les plus développées, à l'instar de la Corée et de Singapour, bénéficient d'accords de libre-échange avec les États-Unis, les rendant moins vulnérables.

## Corruption Perceptions Index 2024 : progression de la corruption dans plusieurs pays de l'ASEAN

D'après le dernier rapport de Transparency International : « *Corruption Perceptions Index 2024* », le score moyen des pays de la région diminue, principalement sur fond d'enjeux relatifs à la crise climatique. En effet, la corruption entrave les lanceurs d'alerte et les défenseurs de l'environnement, en première ligne dans la lutte contre la crise climatique. Ceux-ci sont particulièrement exposés à la violence, à l'intimidation et

même au meurtre dans les pays où les niveaux de corruption sont élevés. Ainsi, au cours des cinq dernières années, plus de 1 000 défenseurs de l'environnement ont été tués, presque tous dans des pays dont les scores CPI sont inférieurs à 50, notamment aux Philippines, où 33 activistes ont été assassinés en 2024. Au Vietnam, la corruption systémique est notamment responsable de la dégradation des forêts. Les pots-de-vin et commissions versés à des responsables vietnamiens de haut rang, ainsi qu'aux personnels des douanes et des frontières, ont facilité le trafic de bois cambodgien récolté illégalement vers le Vietnam, et son blanchiment dans le marché légal. Par ailleurs, rien qu'en 2024, 32 projets d'énergie éolienne et solaire développés dans le pays étaient sous enquête pour abus de pouvoir. Dans le cas de l'Indonésie, le projet « *Rempang Eco-city* » sur l'île de Batam, censé rapporter 25 Md USD d'ici à 2080 mais qui implique l'expropriation de près de 700 familles, a vu les contestations dont il est à l'origine sévèrement réprimées. Ce projet illustre le flou sur la réglementation de la gestion des terres en Indonésie.

Score	Country	Rank
84 	Singapore	3
50 	Malaysia	57
40 	Vietnam	88
37 	Indonesia	99
34 	Thailand	107
33 	Laos	114
33 	Philippines	114
21 	Cambodia	158
16 	Myanmar	168

## Indonésie

### Réserves de change en hausse en janvier 2025

Les réserves de change de l'Indonésie ont légèrement augmenté en janvier 2025, s'élevant à 156,1 Md USD, contre 155,7 Md USD en décembre 2024 (+0,3 % en g.m). Cette augmentation s'explique principalement par l'émission d'obligations souveraines en dollars et en euros (2 Md USD et 1,4 Md EUR), malgré l'incertitude persistante des marchés financiers mondiaux et les pressions baissières exercées sur la roupie (-1,23 % pour le taux IDR/USD en janvier, pire performance en Asie), et en dépit des actions de stabilisation menées sur le marché des changes par la banque centrale. Les réserves de change du pays représentent 6,7 mois d'importations, au-dessus du seuil de référence international de trois mois.

## **L'Indonésie approuve la Politique Énergétique Nationale, axée sur la sécurité énergétique**

Lundi 3 février, la Chambre des représentants d'Indonésie a adopté une révision de la Politique Énergétique Nationale (KEN), reportant à 2030 l'objectif de 23 % d'énergies renouvelables prévu pour 2025 et augmentant la part du charbon à 40,7 %. Présentée comme alignée sur la stratégie du président Prabowo, cette décision met, d'après la presse, l'accent sur la sécurité énergétique et la croissance économique, privilégiant pour les énergies renouvelables la biomasse et la géothermie. L'Indonésie viserait ainsi la neutralité carbone pour 2060, mais le gouvernement a dans le même temps souhaité rassurer les acteurs économiques du secteur du charbon quant au maintien du rôle stratégique de ce dernier dans le mix énergétique du pays. Cette révision impose aussi une mise à jour du Plan Directeur National de l'Électricité, publié en novembre dernier. Le KEN est désormais en attente de signature du Président, avant d'être rendu public.

## **Malaisie**

### **Croissance de la production industrielle de 4,6 % en décembre**

L'augmentation de la production industrielle en décembre (+4,6 % après +3,5 % en novembre en g.a.) a été portée principalement par les industries manufacturières qui enregistrent une hausse de 5,8 % en g.a. (après 4,5 % en g.a.) tirée par l'accélération des exportations en fin d'année (+16,9 % en g.a.). Dans le secteur énergétique, si la production d'électricité a continué à progresser (+3,5 % en g.a.), les activités d'extraction de pétrole et de gaz naturel demeurent à la traîne (+0,4 % en g.a.). Pour l'année 2024, la production industrielle marque ainsi une nette amélioration par rapport à l'année précédente (+3,8 % contre +0,7 % en 2023) grâce à la reprise de la demande externe, en particulier dans le secteur électronique qui a enregistré une hausse de 5,8 % en g.a.

### **Rebond des exports français de 15 % en 2024**

Selon les données publiées par les Douanes françaises, les échanges franco-malaisiens (4,24 Md EUR) se sont contractés de 2,8 % en 2024 par rapport à 2023 et le déficit bilatéral s'est réduit à 1,41 M EUR (après 1,90 Md EUR en 2023). Les exportations françaises en Malaisie (1,41 Md EUR en 2024) ont en effet augmenté de 15,2 %, après une baisse de 6,2 % l'année précédente, tandis que les importations (2,82 Md EUR) ont reculé de 9,8 %. La croissance des flux commerciaux français vers la Malaisie a été principalement portée par la construction aéronautique (18 % des exportations ; +62,2 % en valeur), le secteur pharmaceutique (9 % ; +23,4 %) et les boissons (6 % ; +7,0 %). Les livraisons de composants et cartes électroniques (10 %) ont reculé, de 9,5 % en valeur, comme pour les machines et équipements d'usage général (6 % ; -24,7 %). La diminution des

importations est quant à elle imputable aux échanges de composants et cartes électroniques (13 % des importations ; -41,3 %) et de produits pétroliers raffinés (4 % ; -73,0 %), ces derniers ayant représenté 13 % des flux entrants en valeur en 2023. A l'inverse, les ordinateurs et équipements périphériques (12 % des importations) et les machines et équipements d'usage général (10 %) ont progressé respectivement de 55,1 % et de 3,1 %. La Malaisie demeure le 4<sup>ème</sup> partenaire commercial de la France en ASEAN (4<sup>ème</sup> client et 3<sup>ème</sup> fournisseur) avec une part de 0,3 % dans le commerce extérieur français. La France a quant à elle reculé de la 21<sup>ème</sup> à la 22<sup>ème</sup> place dans les échanges commerciaux malaisiens (4<sup>ème</sup> au sein de l'Union européenne) auxquels elle a contribué pour 0,6 % en 2024 selon les statistiques malaisiennes. Elle conserve néanmoins son rang de 18<sup>ème</sup> fournisseur de la Malaisie mais avec une part de marché réduite à 0,7 % (contre 0,9 % en 2023).

## **Signature de 11 accords lors de la visite d'Etat du Président Erdogan en Malaisie**

Le Président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a débuté sa tournée asiatique par la Malaisie les 11 et 12 février avant de rejoindre l'Indonésie puis le Pakistan. A cette occasion, onze protocoles d'accord et lettres d'intention ont été signés dans les domaines de la défense, de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence, des villes intelligentes (avec l'Etat de Selangor), du commerce, des médias et de la transition énergétique. Sur ce dernier point, des lettres d'intention ont été échangées visant à renforcer la coopération en matière de fonctionnement du marché de l'électricité, de modernisation du réseau électrique, d'efficacité énergétique, d'exploration du potentiel de l'énergie nucléaire comme source d'électricité et de mécanismes d'investissement et de financement dans le secteur de l'énergie.

## **Singapour**

### **Rebond de la croissance à 4,4 % pour 2024, grâce à la reprise du commerce et du tourisme**

Portée par le commerce et le tourisme, l'économie de la Cité État a enregistré une croissance de 4,4 % l'an dernier, contre 1,1 % en 2023. Cette performance dépasse les prévisions initiales qui s'établissaient autour de 4 %. Ce rebond, particulièrement marqué dans les secteurs technologiques et manufacturiers (+4,3 % en 2024), a été un facteur clé, bien que les services, en particulier le tourisme, aient également contribué de manière significative à cette dynamique (+4,4 %). Le ministère du Commerce et de l'Industrie a relevé ses prévisions pour 2024, soulignant que la performance économique a surpassé les attentes, malgré les défis mondiaux. En revanche, les prévisions de croissance pour 2025 ont été ajustées à une fourchette plus modeste de 1,0 % à 3,0 %, en raison des incertitudes pesant sur l'économie mondiale, notamment la persistance des tensions géopolitiques et des risques d'inflation.

## **CDN : la Cité État s'engage à réduire ses émissions de 45 à 50 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (MtCO2e) d'ici 2035**

Singapour a annoncé sa contribution déterminée au niveau national (CDN) pour 2035, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 45 à 50 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (MtCO<sub>2</sub>e). Ce ciblage s'inscrit dans un objectif de neutralité carbone d'ici 2050, conformément aux attentes internationales. Le gouvernement met en avant que ce rythme de décarbonation dépendra largement des développements technologiques dans les énergies alternatives et de la collaboration internationale. Le ministre Teo Chee Hean, président du comité interministériel sur le changement climatique, détaillera la stratégie de Singapour et les mesures de réduction des émissions lors du débat sur l'approvisionnement 2025. Le pays souligne l'importance de l'engagement collectif entre gouvernement, entreprises et citoyens pour réussir cette transition vers une économie à faibles émissions de carbone, favorisant la création d'emplois et de nouvelles opportunités économiques.

## **Singapour dévoile des mesures fiscales pour dynamiser le marché *private equity***

Le 13 février dernier, le groupe de révision du marché des actions, créé par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), a annoncé une première série de mesures visant à renforcer le développement du marché des actions du pays. Parmi les propositions, figurent des incitations fiscales destinées à favoriser les introductions en bourse et les investissements dans le marché boursier de Singapour. Le groupe de révision a également suggéré des mesures pour encourager le lancement et la croissance de fonds investissant de manière substantielle dans les actions nationales. Ces propositions ont été soumises au Premier ministre et au ministère des Finances. Le groupe a précisé qu'une mise à jour complète des mesures serait fournie le 21 février et qu'une deuxième série de mesures serait présentée dans la seconde moitié de 2025.

# **Vietnam**

## **Échanges en hausse de 11,5 % en 2024**

En 2024, selon les douanes françaises, la France a échangé pour 8,5 Md EUR de biens avec le Vietnam (+11,5 %), enregistrant un déficit de 5,5 Md EUR (+4,3 %). Ce résultat intervient alors que le commerce extérieur de marchandises du Vietnam a rebondi de 15,4 % en 2024 pour atteindre 786,3 Md USD, un nouveau record, tandis que les échanges internationaux de la France ont, eux, enregistré un léger recul (-1,6 % pour les exportations ; -4 % pour les importations). Avec des exportations estimées à 1,5 Md EUR en 2024, en hausse de 26 %, la France est le 21ème partenaire commercial du Vietnam avec une part de marché stable et estimée à un peu plus de 0,5 %. Poursuivant leur forte croissance (+37,7 %), les produits pharmaceutiques

représentent 24 % des exportations françaises vers le Vietnam (364,4 M EUR), devant les produits de la construction aéronautique et spatiale, qui ont été multipliés par près de 18 pour atteindre 227 M EUR (15 % des exportations françaises).

## **Ralentissement du rythme de croissance en janvier**

Selon le département des statistiques vietnamien (GSO), l'indice de la production industrielle (IPI) n'a enregistré qu'une hausse de 0,6 % en janvier en glissement annuel (g.a.), en raison des vacances du Nouvel An lunaire. Pour leur part, les ventes au détail de marchandises et de services ont progressé de 9,5 %. Durant cette période, les échanges commerciaux du Vietnam ont atteint 63,2 Md USD, en baisse de 3,5 % en g.a. L'excédent de la balance commerciale s'est également réduit (3 Md USD) avec 33,1 Md USD d'exportations (-4,3 % en g.a.) et 30,1 Md USD d'importations (-2,6 %). Le taux d'inflation a légèrement augmenté pour atteindre 3,6 % en g.a. Pour rappel, le gouvernement vietnamien a pour objectif un taux de croissance du PIB de 8 % en 2025 (7,1 % en 2024).

## **Les IDE entament l'année avec une hausse importante**

Le Vietnam a enregistré 4,3 Md USD d'investissements directs étrangers en janvier 2025 (+48,6 % en g.a.). La Corée du Sud demeure le premier investisseur étranger au Vietnam, avec 1,3 Md USD (28,9 % du total des flux enregistrés en janvier). Suivent Singapour (1,2 Md USD, 28,7 % du total), le Japon (599 M USD), la Chine (490 M USD) et Hong Kong (161 M USD). La France se place au 20<sup>ème</sup> rang mondial avec 4,5 M USD (3<sup>ème</sup> rang parmi les investisseurs européens). Le secteur de la production industrielle demeure, de loin, le principal bénéficiaire de ces investissements (71,3 % du total). En stock, à fin janvier 2025, les IDE au Vietnam s'élèvent à 505,4 Md USD, avec la Corée du Sud en tête (92,1 Md USD), suivie de Singapour (84,1 Md USD) et du Japon (78,3 Md USD). Les IDE décaissés ont atteint 1,5 Md USD, chiffre en augmentation de 2 % en glissement annuel. Pour rappel, le Vietnam a déboursé 25,3 Md USD d'IDE en 2024, ce qui constitue son record historique.

## **2,1 M de visiteurs internationaux en janvier, record historique sur un seul mois**

Ce chiffre est en hausse de 37 % par rapport à janvier 2024 et dépasse le précédent record (près de 2 M visiteurs internationaux) établi en janvier 2020, juste avant la pandémie de COVID-19. La hausse est notamment portée par de nombreuses arrivées en provenance de Chine (575 M individus, soit 27 % du total de touristes). La Corée du Sud, le Cambodge, les Etats-Unis et Taiwan sont les autres principales sources d'arrivées.

# Thaïlande

## **Inquiète pour son économie, la Thaïlande tente de prévoir et de désamorcer l'impact des politiques commerciales de Trump**

Le ministre du Commerce thaïlandais Pichai Naripthaphan s'est rendu en visite aux Etats-Unis (Washington) du 4 au 8 février, avec l'objectif de prévenir d'éventuelles mesures douanières visant spécifiquement la Thaïlande, avec qui les Etats-Unis ont leur 11<sup>e</sup> plus important déficit commercial (-46 Md USD selon les données américaines, -35 Md USD selon les données thaïlandaises). Il a rencontré des députés, sénateurs, des hauts fonctionnaires et de grandes entreprises. Il a appelé les États-Unis à renforcer leurs relations commerciales avec la Thaïlande et à l'intégrer dans leur chaîne d'approvisionnement, en particulier dans les industries technologiques telles que les semi-conducteurs et les circuits imprimés. La Première ministre Paetongtarn a également demandé le 11 février à son administration une étude pour prévoir l'impact des politiques commerciales de Donald Trump, après avoir mis en place un groupe de travail dédié à l'analyse stratégique de la politique commerciale des Etats-Unis dès le 6 janvier. Les milieux d'affaires thaïlandais craignent principalement 3 retombées des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et de la politique commerciale de l'administration Trump : les effets directs sur les exportations de la Thaïlande vers les Etats-Unis ; l'accentuation de la reconfiguration des flux commerciaux et de l'afflux de biens chinois à bas coût dans le pays, en compétition avec le tissu industriel local ; la réduction des marges de manœuvre monétaire, le baht s'étant par exemple nettement déprécié en passant la barre des 34 THB pour 1 USD après l'annonce du Président Trump d'une hausse des droits de douane sur l'acier et l'aluminium à 25 %, contre 10 % auparavant.

## **Kérosène vert (SAF) : PTT GC devrait produire 6 millions de litres en 2025 et Bangchak investit 250 M USD**

La Thaïlande souhaite se positionner comme un nouveau leader dans la production de carburant d'aviation durable (SAF). PTT Global Chemical prévoit de produire 6 millions de litres de SAF dès 2025, sa première année de production, équivalant à environ 2 000 vols pour des avions de taille moyenne parcourant une distance de 2 000 à 3 000 km par vol. PTT GC fournira dans un premier temps des SAF aux compagnies aériennes nationales et a signé un protocole d'accord avec Thai Airways. Le marché mondial du SAF devrait croître à un taux de 58 % par an jusqu'en 2030, et Boeing anticipe que l'Asie du Sud-Est fournira 12 % de la demande mondiale d'ici 2050. Parallèlement, la société gazière Bangchak investit au moins

250 M USD (8,5 Md THB) dans la construction d'une usine de production de SAF d'une capacité de 1 M de litres par jour, opérationnelle d'ici juin 2025. La demande en SAF en Thaïlande devrait croître de 10-20 % par an entre 2024 et 2026, en réponse aux exigences internationales de l'OACI pour atteindre zéro émission carbone d'ici 2050. A ce jour, le gouvernement a annoncé imposer un taux de 1 % de SAF dans le carburant des compagnies aériennes domestiques dès 2026 et prévoit des incitations fiscales via une exonération d'impôt sur les sociétés de trois ans.

### **L'Autorité des autoroutes thaïlandaises (EXAT) investit 880 M USD pour 2 projets d'autoroutes**

L'EXAT investira plus de 880 M USD (30 Md THB) dans deux projets d'autoroutes, la troisième phase de l'Expressway du Nord (section N2, de la route Prasert Manukitch à la périphérie extérieure de Bangkok) et l'Expressway Kathu-Patong à Phuket. Ces projets devraient être présentés au Cabinet des ministres pour approbation au T1 2025, avec le lancement des appels d'offres prévu peu après. EXAT prévoit d'attribuer des contrats aux entreprises privées d'ici octobre, avec le début des travaux en début 2026 et une finalisation pour 2029.

### **True (CP Group) et le Chinois GalaxySpace forment un partenariat numérique**

True Corporation et GalaxySpace ont signé un partenariat pour développer conjointement la technologie d'Internet par satellite en orbite terrestre basse (LEO) en Thaïlande. True, s'engageant à moderniser l'infrastructure numérique, prévoit de collaborer étroitement avec GalaxySpace, qui a construit la première constellation test LEO en Chine, baptisée Mini Spider. Ce partenariat vise à développer la technologie de communication satellite directe aux téléphones portables (D2C) et des réseaux convergents entre systèmes spatiaux et terrestres. True a exprimé sa volonté d'améliorer la compétitivité du secteur et de stimuler l'économie numérique thaïlandaise, en s'appuyant sur l'expertise de plusieurs groupes internationaux tels que Google, Microsoft et Amazon.

# Philippines

## **La Banque centrale maintien son taux directeur stable face aux incertitudes liées à la présidence Trump**

La Banque centrale, contrairement aux prévisions, n'a pas poursuivi en février le cycle de diminution de son taux directeur amorcé au mois d'août 2024 en raison des incertitudes économiques liées à la présidence Trump. Le risque de dépréciation du peso alors que la Fed a elle même reporté ses perspectives de baisse de son taux directeur a contraint la Banque centrale à une pause dans le retour de son taux directeur, actuellement à 5,75 %, à un niveau moins contraignant pour la croissance alors que l'inflation aux Philippines est pourtant maîtrisée. Le risque de reprise de l'inflation aux Etats-Unis avec la hausse des droits de douane décidés par le Président Trump pourrait peser sur la croissance des Philippines en ne laissant qu'une faible marge de baisse à la Banque centrale des Philippines contrainte de maintenir le différentiel de taux directeur avec la Fed autour de 100 ppb pour éviter une nouvelle dépréciation du Peso. Son cours vis-à-vis du dollar américain a atteint 57,85 fin 2024 en diminution de -4,26 % par rapport à son cours fin 2023 (55,47), il a par ailleurs atteint en 2024 à trois reprises son niveau record le plus bas de 59 pesos pour un dollar pour à nouveau se consolider après l'annonce de la suspension de la hausse des droits de douane américains sur les importations en provenance du Mexique et du Canada.

## **Les réserves de change demeurent à un niveau très élevé malgré un recul de 3,1 % sous l'effet des interventions de la BSP et des retraits du gouvernement**

Les réserves de change des Philippines ont reculé pour le quatrième mois consécutif, atteignant 103,02 Md USD en janvier (-3,1 %) soit leurs plus bas niveau depuis avril 2024. Cette contraction s'explique principalement par les opérations de change de la BSP afin de limiter la volatilité du peso face à un dollar américain fort, ainsi que par les retraits du gouvernement pour honorer ses obligations extérieures. Les investissements étrangers - qui représentent 84 % des réserves (86,13 Md USD) - ont reculé de 3,7 %, et les avoirs en devises ont également enregistré une contraction de 46 % (733,5 M USD). Cette évolution est toutefois partiellement compensée par une hausse de 7 % des réserves d'or (11,8 Md USD). Malgré cette contraction, les réserves demeurent à un niveau très élevé permettant de couvrir 7,3 mois d'importations et 3,6 fois la dette extérieure à court terme, avec une variation annuelle limitée (-0,2 % par rapport à janvier 2024).

## **Accélération du déploiement des énergies renouvelables en 2024**

La capacité installée en énergies renouvelables aux Philippines a augmenté de 794,3 MW en 2024, dépassant le total déployé sur les trois précédentes années (230,1 MW en 2021, 328,2 MW en 2022 et 201,5 MW en 2023). L'augmentation de la part d'énergie renouvelable de 1 % à 2,52 % à compter de 2023 dans le *Renewable Portfolio Standard* (RPS) des fournisseurs d'électricité ainsi que l'ouverture du secteur aux projets 100 % étrangers a contribué à l'accélération des investissements par ailleurs facilités par la diminution des coûts technologiques. Le Ministère de l'énergie a par ailleurs annoncé examiner, dans le cadre de la troisième phase du *Green Energy Auction* (GEA-3), 14 projets d'une capacité totale de 7 500 MW très au delà de ses objectifs avec 6 950 MW d'hydroélectricité et 550 MW de pumped-storage, seuls les projets de géothermie avec 30,9 MW étant très en deçà de l'objectif de 100 MW. Les projets retenus devraient être annoncés en mai prochain avec pour objectif 4 650 MW de capacités supplémentaires contribuant à l'objectif du gouvernement d'atteindre 35 % d'EnR dans le mix énergétique d'ici 2030 et 50 % en 2040, contre 22 % actuellement.

## **Maharlika Investment Corporation et le CP group signent un protocole d'accord pour la création d'un fonds d'investissement (1 Md USD)**

Maharlika Investment Corporation (MIC), gestionnaire du fonds souverain philippin, a signé un protocole d'accord avec le conglomérat thaïlandais Charoen Pokphand Group (CP Group) en vue de créer un fonds de capital-investissement. L'accord prévoit la levée de jusqu'à 1 Md USD, destinée à financer des projets dans l'agriculture, l'innovation numérique, l'énergie durable et les infrastructures. Un comité spécial déterminera les investissements et la gestion du fonds, dont la première levée est attendue d'ici un an.

## **Forte croissance des prêts bancaires enregistrée en décembre 2025 (+12,2 % en g.a.)**

Les prêts bancaires aux Philippines ont enregistré en décembre 2024 leur plus forte croissance en deux ans, atteignant 13,1 Md PHP (226,1 M USD), soit une hausse de 12,2 % en g.a. Les prêts aux entreprises ont progressé de 10,8 % pour atteindre 11,2 Md PHP (193,1 M USD), avec une croissance notable dans le commerce de gros et de détail, la réparation de véhicules (10,1 %), l'approvisionnement en électricité, gaz et climatisation (14,2 %), la sidérurgie (7,4 %), les services financiers et assurances (7,4 %) ainsi que la construction (12,6 %). Cette dynamique peut être expliquée par l'assouplissement monétaire amorcé par la BSP ainsi que par la hausse saisonnière de la demande de crédit. En outre, les crédits à la consommation ont bondi de 25 % à 1,6 Md PHP (27,6 M USD), soutenus par une augmentation de 29,4 % des emprunts sur cartes de crédit. À noter qu'en parallèle, le ratio des créances douteuses est tombé à 3,3 % en décembre 2024, son niveau le plus bas en un an.

# Cambodge

## Forte hausse des investissements en 2024

En 2024, le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) a approuvé 414 projets d'investissement (+54 %) pour un montant total de 6,9 Md USD (+40 %). Parmi ces projets, 394 concernent, soit 95 % du total, le secteur manufacturier. La valeur de ces projets s'est élevée à 4,8 Md USD (+110 %), soit 69 % du total des investissements. Les secteurs agricole et agro-alimentaire comptent 8 projets pour une valeur d'environ 121 M USD (2 % du total). Le secteur du tourisme représente 4 projets pour 738 M USD (11 % du total). Dans le même temps, les infrastructures et d'autres secteurs ont enregistré 8 projets (1,3 Md USD, 18 % du total). Le CDC prévoit d'examiner les réglementations et procédures existantes afin d'identifier les points à réformer. Il s'agit d'améliorer l'environnement des affaires. Alors que le Cambodge fait face à des enjeux de diversification de son économie et de ses exportations, il devra s'adapter aux conséquences de la graduation du statut de PMA (fin 2029). Dans ce contexte, les investissements étrangers sont un puissant moteur de développement économique.

## Le Cambodge, de plus en plus connecté

Le Cambodge compte 19 millions d'abonnés à internet, dont 18,3 millions à l'internet mobile et 708 234 de l'internet fixe. Le pays enregistre également 20,6 millions d'abonnés à la téléphonie mobile et 31 601 à la téléphonie fixe. Le nombre d'abonnés à internet et au téléphone dépasse ainsi la population totale du pays (17 millions), en raison de multi-souscriptions. Avec 13 500 antennes installées à travers le pays, la couverture 4G atteint 93,2 % de la population et 82 % du territoire en 2024, contre 84,2 % et 60 % en 2020. Le ministère des Postes et des Télécommunications prévoit d'étendre la couverture téléphonique à l'ensemble du territoire d'ici 2027. Actuellement, le Royaume est desservi par 4 exploitants de téléphonie mobile, 4 sociétés de téléphonie fixe, 39 fournisseurs d'accès à internet, et 5 exploitants de réseaux de fibres optiques terrestres et sous-marine. Et le pays est relié à 2 câbles sous-marins en service (Malaysia-Cambodia-Thailand et Asia-Africa-Europe-1). Un nouveau câble sous-marin de près de 3 000 km reliant Sihanoukville à Hong-Kong est en construction.

# Laos

## Bilan de la pénétration numérique en 2024

L'utilisation d'internet et des réseaux sociaux a progressé au Laos en 2024, selon le rapport publié par Datareportal. Avec un peu plus de 5 millions d'utilisateurs, le taux de pénétration d'internet au Laos est de 66,2 %. Et le taux de connexion mobile s'est élevé à 6,8 millions, soit 88,5 % de la population. On note encore que 93,1 % des

connexions à internet étaient à haut débit. Pour autant, selon le Speed Test Global Index, le Laos arrive au 114<sup>ème</sup> rang mondial du débit pour l'accès à internet fixe (40 Mb/s) et 75<sup>ème</sup> rang pour l'accès à internet mobile (37 Mb/s). Et le développement de l'usage d'internet en 2024 se retrouve, d'abord, dans celui des réseaux sociaux. Ainsi, près de 49 % de la population (3,8 millions) utilisent activement les réseaux sociaux. Tout cela reste à placer dans un contexte de fort contrôle numérique par les autorités. D'ailleurs, le 12 février, le ministère de la technologie et des communications a publié un avis indiquant une limitation des connexions internet vers l'étranger. Les autorités ont dû préciser, face à l'émoi provoqué, qu'il s'agissait de lutter contre les arnaques en ligne et non de limiter l'accès aux réseaux sociaux.

## Birmanie

### IDE : légère baisse sur 10 mois

Selon le registre du Directorate of Investment & Company Administration (DICA), le montant des investissements directs étrangers (IDE) approuvés s'est élevé à 656 M USD pour 52 projets en provenance de 11 pays, incluant les extensions du capital des entreprises déjà présentes, sur les 10 mois écoulés de l'année fiscale 2024-25 (avril 24-janvier 25), soit une baisse de 7 % par rapport à la même période de 2023-24. Comme les années précédentes, Singapour est le premier investisseur étranger (3 projets pour 447 M USD), avec des investissements dans l'énergie, le développement urbain, l'immobilier et le secteur manufacturier, suivi par la Chine (30 projets pour 83 M USD) et la Thaïlande (2 projets pour 46 M USD). Le secteur de l'énergie (pétrole et gaz) est le premier secteur récipiendaire (357 M USD) suivi par le secteur manufacturier (149 M USD) et les infrastructures de transport et de communication (88 M USD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr](mailto:matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)